

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Le plan d'action africain manque de financement et de ressources humaines

La Convention de lutte contre la désertification, qui concerne l'Afrique et les pays touchés par la sécheresse, mise en place sous la houlette des Nations unies, rencontre des difficultés dans son application.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Financement insuffisant, faiblesse des connaissances scientifiques, manque de sensibilisation des acteurs et des décideurs et incohérence de la coordination institutionnelle sont les difficultés que rencontre l'application de la Convention de lutte contre la désertification (UNCCD) dix ans après son lancement.

C'est le constat établi hier mercredi par Youcef Brahimi, représentant du Mécanisme mondial, l'organe secondaire de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, à l'ouverture de l'atelier national

sur l'alignement du Plan d'action national de lutte contre la désertification (PANLCD) qui s'est tenu à la Direction générale des forêts.

«Améliorer les conditions de vie des populations et les écosystèmes, mobiliser des ressources financières complémentaires sont les objectifs que nous nous sommes tracés», a-t-il soutenu, précisant qu'il s'agit de mettre en place un partenariat pour prévenir la désertification et la dégradation des sols et de concourir à la réduction de la pauvreté et à l'encouragement de la gestion durable de la terre. Durant cette ren-

contre de deux jours, des ateliers ont été installés pour évaluer la situation et élaborer une liste de recommandations.

Intégration du PANLCD dans les politiques sectorielles (neufs ministères sont concernés), groupe de travail scientifique (transfert des technologies, adaptation au changement climatique, indicateurs de dégradation...), groupe de travail ressources (ressources humaines et financières) et, enfin, groupe de travail coordination (rôle et implication et coordination des différentes catégories, environnement réglementaire et institutionnel) sont les intitulés de ces quatre ateliers. La Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (UNCCD) a été adoptée en 1994.

Deux ans plus tard, elle a été ratifiée par l'Algérie puis est entrée en vigueur. Premier instrument international juridiquement contraignant, l'UNCCD a pour moteur essentiel le PANLCD.

L'Algérie, retenue pour représenter les pays africains, a validé son PAN en 2003 par un forum qui



La dégradation des terres et la raréfaction des ressources naturelles sont les conséquences dramatiques qu'engendre la désertification.

avait réuni différents acteurs. Organisées en collaboration avec le Mécanisme mondial et le PNUD, des représentants de différents départements ministériels et ins-

titutions nationales et internationales ont pris part à ces journées. Les résultats de l'atelier national seront présentés lors de la réunion interministérielle préparatoire à la

conférence des ministres de l'Union africaine en charge de la lutte contre la désertification prévue à Alger le 6 septembre 2011.

I. B.

Congeler la viande locale

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Sid-Ahmed Ferroukhi, a indiqué que le département de Rachid Benaïssa est en train de mettre en place un processus de congélation des viandes produites localement.

En outre, le ministère de l'Agriculture envisage d'élargir cette opération aux opérateurs privés pour développer la production locale de la viande congelée.

«Nous souhaitons renforcer la production nationale et aider à la stabilisation du marché», a-t-il soutenu en marge de l'ouverture de l'atelier national sur l'alignement du Plan d'action national de lutte contre la désertification. Stabiliser le marché pendant le ramadan en particulier, mois de consommation frénétique, est aussi l'objectif du ministère de l'Agriculture.

I. B.

BOU-ISMAIL

Échanges technologiques Algérie-Afrique du Sud

C'est dans le cadre des accords bilatéraux arrêtés et signés lors de la tenue de la haute commission mixte entre l'Algérie et l'Afrique du Sud qu'une conférence conjointe de haut niveau scientifique a eu lieu du 26 au 28 juillet à l'Unité de développement de l'énergie solaire de Bou-Ismaïl (UDES) et au siège de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique sis au Télémy (DGRSDT).

Dans son allocution d'ouverture et de bienvenue, le professeur Hafidh Ourag, directeur général à la DGRSDT, a mis l'accent sur ce partenariat Afrique-Afrique et le haut niveau d'échanges technologiques qui prévaut entre ces deux pays.

Le professeur Hafidh Ourag rappellera dans son allocution que 200 millions de dollars sont consacrés au lancement de 10 projets allant de la fabrication des nano-matériaux et la nano-technologie, la bio-technologie, les lasers, l'agriculture, l'énergie et l'eau. Toujours dans le cadre de cette coopéra-

tion, le directeur général de l'UDES nous expliquera que c'est dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale Algérie-Afrique du Sud et conformément aux accords bilatéraux arrêtés lors de la tenue de la haute commission mixte que cette conférence conjointe regroupant des responsables des structures de recherche ainsi que des experts scientifiques algériens et sud-africains sont regroupés à Bou-Ismaïl.

On nous a précisé, en outre, que cette rencontre a pour but de valider le financement des projets de recherche mixtes rete-

nus et de définir la programmation des activités et des échanges de chercheurs pour la période 2012-2015.

Le professeur Hafidh Ourag, directeur général à la DGRSDT, a précisé au cours d'un point de presse que pour le financement de ces 10 projets, l'Algérie a participé financièrement à hauteur de 100 millions de dollars au même titre que l'apport de l'Afrique du Sud.

S'agissant de la situation de la recherche scientifique en Algérie, le professeur Hafidh Ourag a déclaré que l'Algérie compte près de 18 000 chercheurs répartis à travers 1 000 laboratoires de recherche implantés dans 36 universités algériennes.

Toujours selon notre interlocuteur, la moyenne mondiale est de 2 200 chercheurs pour un million d'habitants. Or l'Algérie se trouve en deçà de cette norme avec moins de

1 000 chercheurs pour un million d'habitants.

Expliquant les raisons de ce déficit en chercheurs, le professeur Hafidh Ourag identifiera le mal en mettant à l'index le système classique doctoral qui a handicapé l'accès au système doctoral contrairement à nos voisins tunisiens qui ont compris très tôt le bénéfice à tirer du système LMD.

L'Algérie en optant récemment pour le système LMD va accroître le nombre de doctorant et partant, l'accès à la recherche ne sera que plus renforcé.

L'ambassadeur d'Afrique du Sud, Son Excellence J. Kotane, présent à cette cérémonie dira qu' : «En matière scientifique et de recherche, l'Afrique du Sud et l'Algérie sont appelées à jouer un rôle majeur sur la scène mondiale et africaine.»

Larbi Houari

IL SEMAIT LA TERREUR SUR L'AUTOROUTE EST-OUEST

Un redoutable gang de braqueurs neutralisé à Béjaïa

Soupçonnés d'avoir attaqué et pris en otages au moins une dizaine de chauffeurs de camion sur l'axe Bouira-Bordj-Bou-Arréridj-Sétif et Béjaïa, un groupe de malfaiteurs, tous natifs de Cap Djinet, ne sévira plus. Ils ont été pris en flagrant délit, le 22 juillet dernier, par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya, dans un bungalow, situé sur la plage de Boulimat, relevant de la commune de Béjaïa. Le groupe de voyous, qui avait à son actif plusieurs agressions à main armée, spécialement de camionneurs, ont semé une véritable panique sur l'axe autoroutier susmentionné.

Après des semaines de traque menée par les services de sécurité, le gang a été identifié et démantelé avec l'appui des hommes de la SWPJ de Béjaïa.

Soupçonnés d'association de malfaiteurs, d'homocide volontaire, de vol qualifié et de non-dénonciation de crime, cinq des six personnes interpellées par la police ont été incarcérées dans la journée de mardi dernier, avons-nous appris, hier, de sources policières.

Selon la police judiciaire, le gang de Cap Djinet, serait mêlé à plusieurs affaires criminelles. Les suspects, ont, durant la garde à vue, avoué avoir subtilisé une dizaine de semi-remorques qu'ils ont revendus à des sommes dérisoires dans des wilayas de l'Est, avoir tiré à l'aide d'un PA sur un passager à bord d'une Golf V, dans la localité de Mansourah (Bordj-Bou-Arréridj), le blessant grièvement avant qu'il ne succombe quelques jours plus tard dans un hôpital. Les malfaiteurs ont aussi avoué avoir agi pour le compte d'un groupe de terroristes activant dans la région de Boumerdès.

Kamel Gaci

AVIS DE DÉCÈS

La famille Bernou a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté

Bernou Tayeb

rappelé à Dieu le mercredi 27 juillet.

L'enterrement aura lieu le vendredi 29 juillet au cimetière Sidi Tayeb d'El Harrach.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».